

Petits paysans, grands changements

les enseignements des
programmes agricoles
d'Oxfam

Présentation

Introduction

Il est essentiel d'améliorer les moyens de subsistance des petits paysans pour lutter efficacement contre la pauvreté et contribuer à la croissance. Près de 80 % des 925 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde vivent dans des zones rurales. Pour la plupart, l'agriculture est la principale source de revenus et d'emploi. Environ la moitié d'entre elles sont de petits paysans.ⁱ Dans le monde, ces derniers représentent 1,5 des 3 milliards d'individus vivant dans les zones rurales et 87 % de l'ensemble des agriculteurs des pays en développement.ⁱⁱ Sur le milliard de personnes pauvres vivant dans les campagnes, la plupart tirent l'essentiel de leurs revenus de l'agriculture.ⁱⁱⁱ De même, l'agriculture joue un rôle déterminant pour une croissance diversifiée, surtout dans les pays en développement à faibles revenus.^{iv} L'investissement dans les petites exploitations garantit que cette croissance n'exclut personne, qu'elle profite aux plus pauvres et qu'elle est durable du point de vue environnemental. Dans certaines conditions, il peut même s'avérer plus efficace qu'avec l'agriculture à grande échelle.^v

Dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, les femmes assurent la majeure partie du travail agricole, en particulier la production, la transformation et la commercialisation des denrées alimentaires.^{vi} Elles travaillent comme agriculteurs de subsistance, petits entrepreneurs, travailleuses non rémunérées au sein d'exploitations familiales, ou comme journalières, et endossent souvent plusieurs de ces rôles. Comme elles sont, pour la plupart, également responsables de la garde des enfants et des tâches ménagères, les journées de travail des femmes sont souvent plus longues que celles des hommes, ce qui les empêche de susciter de nouvelles opportunités. Dans le même temps, l'accès des paysannes aux terres, aux crédits et à la formation est plus limité que pour leurs confrères.^{vii} Lorsque les femmes participent à la commercialisation de leurs récoltes, il s'agit souvent de petits volumes et des marchés les moins rentables, ce qui ne leur permet pas de dégager de revenus considérables. Ces facteurs limitent non seulement les profits que peuvent engranger les femmes dans les petites exploitations, mais réduisent aussi et surtout la productivité agricole globale jusqu'à 10 %.^{viii}

L'initiative GASUI (Global Agricultural Scale Up Initiative) d'Oxfam a été lancée en 2005 avec un triple objectif : réduire la pauvreté pour des millions de petits paysans, surtout des femmes, soutenir la croissance économique, en permettant aux paysans d'accéder à de nouvelles opportunités commerciales plus larges, et prôner un renforcement des investissements des donateurs, des États et du secteur privé dans les petites exploitations. Pour Oxfam, « Scale Up » signifie déployer à plus grande échelle la portée et la qualité des programmes agricoles d'Oxfam, prouvant aux États, aux donateurs et aux acteurs du développement que l'agriculture peut contribuer au développement économique et à la réduction de la pauvreté. La principale stratégie de cette initiative consiste à renforcer les moyens d'action des petits paysans afin qu'ils s'organisent et qu'ils s'impliquent efficacement et équitablement sur les marchés agricoles et au sein des chaînes de valeurs.

Cette présentation est la première d'une série de neuf documents de présentation du programme « Petits paysans, grands changements » contenus dans ce volume. Ces documents s'inspirent des enseignements tirés de l'initiative GASUI et d'apprentissages d'ordre général acquis des programmes d'Oxfam Grande-Bretagne dédiés aux marchés agricoles, ainsi que des programmes mis en œuvre par Oxfam Inde.

Cette série s'appuie sur des expériences liées à plusieurs programmes différents, initialement compilées pour une formation mondiale organisée en mai 2009.^{ix} Ces documents ont été approfondis afin de montrer différentes pistes de déploiement dans divers contextes. Les études de cas évoquées dans les documents montrent la manière dont l'intégration des petits producteurs aux marchés et aux chaînes de valeurs et leur implication dans les processus réglementaires peuvent contribuer à améliorer les sources de revenus et jouer un rôle de catalyseur pour un changement plus profond et à plus long terme. Pour y parvenir, Oxfam travaille avec des entreprises privées et des organisations paysannes pour développer de nouveaux modèles commerciaux qui optimisent les avantages de l'implication des petits paysans, et notamment les femmes, sur le marché et

contribuent à la croissance économique. Les programmes d'Oxfam mettent également au point des méthodes innovantes de prestation de services pour les petits paysans, en collaboration avec des institutions financières et d'autres prestataires de services. De telles innovations peuvent être reprises par d'autres, au-delà des interventions menées dans le cadre des programmes d'Oxfam.

Ces documents de présentation du programme entendent servir de sources d'enseignements pour les acteurs du développement et les professionnels spécialisés dans les petites exploitations, notamment ceux qui défendent les droits des femmes en milieu rural et leur leadership économique. Les différentes études de cas présentées permettent d'appréhender les différents modes de subsistance et les risques menaçant les divers groupes de petits paysans, ainsi que les stratégies envisageables pour y faire face, dans un contexte de mondialisation des marchés et d'environnement réglementaire changeant. L'analyse et les recommandations seront utiles pour les personnes participant à l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de subsistance agricole, notamment pour celles réfléchissant aux manières de déployer les interventions à plus grande échelle. Elles intéresseront également les personnes travaillant dans le secteur agricole et cherchant à tisser des liens avec les petits paysans des pays en développement, de même que les chercheurs étudiant le développement agricole. Elles apportent des preuves et des exemples utiles aux États, aux donateurs, à la société civile et aux organisations du secteur privé quant au potentiel d'investissement dans les petites exploitations pour contribuer à la réduction de la pauvreté, au développement des entreprises et à la croissance économique.

Le contexte changeant des petites exploitations

Entre les années 1980 et 2006, l'aide des États et des donateurs à l'investissement agricole a globalement reculé dans la plupart des pays en développement, en particulier pour les petits paysans.^x Les politiques de libéralisation du secteur agricole mises en œuvre pendant cette période ont entraîné une réduction des subventions publiques destinées à la production et à la commercialisation des denrées agricoles, ainsi qu'aux infrastructures et services ruraux. Le secteur privé n'a pas comblé le vide laissé par le retrait de l'État. Dans le même temps, la puissance des grands groupes agro-alimentaires s'est accentuée, avec la mondialisation des chaînes de valeurs agricoles et la déréglementation des marchés.

La crise du prix des denrées alimentaires qui a gravement touché les marchés du monde entier en 2008 a mis en évidence les répercussions de ce sous-investissement et a ramené l'agriculture sur le devant de la scène du développement. Les craintes liées à l'insécurité de l'approvisionnement alimentaire face à l'accroissement de la population urbaine et au changement climatique ont braqué les projecteurs sur les efforts à déployer pour améliorer la productivité agricole et la croissance. Elles ont généré de nouveaux engagements en faveur de l'investissement agricole, ainsi qu'un intérêt croissant pour des

systèmes de production durables et à faible émission de carbone. On commence globalement à admettre que les Objectifs du Millénaire pour le Développement consistant à réduire la pauvreté et la faim ne pourront être atteints sans une hausse significative des investissements dans l'agriculture, et en particulier dans les petites exploitations.^{xi}

Le développement de la production alimentaire rurale peut non seulement contribuer à réduire les différences de revenus entre zones rurales et urbaines, mais peut également nourrir les populations urbaines qui ne cessent d'augmenter et qui vivent sous la menace de futures crises alimentaires. La question n'est plus de savoir s'il faut investir dans les petites exploitations, mais dans quel type, à quel endroit et de quelle manière. Alors que la nécessité d'accroître les investissements dans l'agriculture est largement acceptée et a parfois donné lieu à des engagements de fonds considérables aux niveaux mondial et national, il reste un long chemin à parcourir pour que ces investissements profitent à la majorité des petits paysans, et en particulier aux femmes.

Ces documents portent sur les approches proposées pour promouvoir les connaissances, les technologies, les réglementations et les structures institutionnelles permettant aux marchés agricoles de fonctionner de manière à bénéficier à la fois aux populations rurales pauvres et à l'économie au sens large. Un changement de taille s'impose pour élaborer des stratégies qui soient non seulement précises sur le plan technique et capables de répondre à des problématiques complexes, mais également efficaces, pour étendre leur incidence, et qui améliorent la vie des petits paysans, hommes et femmes confondus. De même, face à la menace croissante que fait peser le changement climatique sur la viabilité des moyens de subsistance, les interventions décrites dans ces documents visent à préparer l'avenir des petits paysans en identifiant les opportunités durables, ainsi que les stratégies viables pour leur implication sur les marchés.

Le travail d'Oxfam auprès des petites exploitations

Depuis de nombreuses années, le travail d'Oxfam aux côtés des petits paysans a surtout consisté à promouvoir le droit des personnes pauvres à bénéficier de gagne-pain durables. Ce travail s'inscrit dans une approche intégrée plus large, fondée sur les droits, pour combattre la pauvreté et la souffrance. Il comprend entre autre d'encourager l'organisation des agriculteurs et de faire un travail de sensibilisation à tous les niveaux, de local à mondial, pour influencer sur les politiques et les institutions qui conditionnent les activités de subsistance des petits paysans, en étant particulièrement attentif à soutenir la participation politique et du leadership des femmes. Parallèlement, les zones rurales manquent depuis longtemps d'investissements dans les infrastructures et les services de base essentiels. Cette carence a non seulement privé les populations rurales et leurs familles de leurs droits fondamentaux, mais a également limité la capacité des paysans les plus pauvres, en particulier les femmes paysannes, à jouer un rôle productif et à participer pleinement au développement. Les

populations rurales pauvres sont aussi souvent les plus vulnérables en cas de crise ; elles souffrent de manière disproportionnée des impacts des risques climatiques et sont de plus en plus touchées par les conflits ou les interventions extérieures qui les dépossèdent de leurs sources de subsistance. La défense de leurs droits aux services essentiels et la réduction de leur vulnérabilité aux chocs sont aussi des composantes centrales du travail d'Oxfam.

Depuis 2003, voyant le rapport de force dans le secteur agricole passer aux mains des grands industriels, Oxfam a concentré son travail avec les petits paysans sur des stratégies visant à améliorer leur niveau d'organisation et leur poids de négociation sur les marchés, afin d'accroître leur part de revenus agricoles. Cela est venu compléter un travail de longue haleine destiné à renforcer l'accès des petits paysans à la propriété et à sa gestion, conscient de l'importance croissante des revenus monétaires dans les moyens d'existence des personnes pauvres. L'initiative GASUI a pris en compte et intégré ce changement, en mettant l'accent sur l'autonomisation des petits paysans, afin qu'ils améliorent leurs propres sources de revenus en gagnant davantage de poids sur les marchés, ce qui accroît leur capacité à accéder aux marchés et à y participer réellement, ainsi qu'à s'impliquer dans les processus réglementaires et les partenariats avec des organisations du secteur privé. En outre, alors que les investissements dans l'agriculture en général et dans les petites exploitations en particulier, ne cessent de reculer depuis de nombreuses décennies, l'initiative GASUI vise à fédérer les preuves et les expériences afin de démontrer l'importance tant des investissements publics que privés dans l'agriculture à petite échelle pour lutter durablement contre la pauvreté et contribuer à la croissance économique dans différents contextes.

Depuis 2005, l'initiative GASUI a été déployée principalement dans trois pays (Honduras, Inde et Éthiopie), rejoints en 2007 par un quatrième pays, la Tanzanie. En partie informés des enseignements tirés de l'initiative GASUI, un nombre croissant d'autres programmes nationaux et mondiaux d'Oxfam (dont certains sont évoqués ici) ont également œuvré pour soutenir les efforts avec un triple objectif : influencer sur la réglementation, s'impliquer au sein des marchés et des chaînes de valeurs et promouvoir les services utiles pour renforcer les sources de revenus des petits producteurs. Outre un soutien plus prononcé de l'accès des petits producteurs aux marchés, l'initiative GASUI a constitué un tournant dans l'approche d'Oxfam concernant les programmes d'emploi, passant de la fourniture de biens ou de la prestation de services à un accompagnement des processus de changement pour de plus grandes retombées. Le Tableau 1 ci-dessous retrace le changement de raisonnement d'Oxfam quant aux moyens de déployer à plus grande échelle les programmes agricoles que l'initiative GASUI a servi à promouvoir.

Tableau 1. Nouvelles priorités d'Oxfam dans les programmes de subsistance

Raisonnement initial sur le déploiement à grande échelle	Nouveau raisonnement sur le déploiement à grande échelle
Déploiement à grande échelle réalisé en multipliant les programmes : pays, entreprises, projets, bénéficiaires	Déploiement à grande échelle réalisé en renforçant l'influence par le biais de l'innovation, de partenariats stratégiques, d'alliances, de partage des connaissances
Montée en puissance proportionnelle à l'envergure du programme	Montée en puissance exponentielle grâce à l' essaimage spontané des idées, des pratiques et des services au-delà de la portée directe d'Oxfam
Le déploiement est réalisé en augmentant le financement des programmes Oxfam	Le déploiement est réalisé en tirant parti de ressources d'investissement plus larges par et pour les petits paysans et les prestataires de services participant
Implication ad hoc et opportuniste sur les marchés et dans les entreprises	Systématisation de l'analyse, des outils et des processus pour l'identification des marchés, des produits et des entreprises d'après le potentiel commercial, la valeur ajoutée, la participation de tous et le leadership économique particulier des femmes

L'incidence du déploiement à plus grande échelle des petites exploitations ne signifie pas simplement de multiplier le nombre de projets ou d'investir dans des projets de plus grande ampleur. Il s'agit plutôt d'agir différemment, par exemple, en formant des alliances avec d'autres acteurs pour tirer parti d'un investissement global supérieur. En fait, la dépendance vis-à-vis de ressources provenant de donateurs ou d'ONG internationales est susceptible de mener à des interventions non durables.

Au final, le déploiement à plus grande échelle implique d'employer des stratégies innovantes et indépendantes pour déclencher un changement profond avec la perspective d'impacts positifs sur la vie d'un grand nombre de personnes pauvres. Les interventions peuvent être viables de manière indépendante, si elles sont conçues en collaboration avec d'autres acteurs clés tels que les organisations de producteurs, les entreprises de transformation, les autorités locales et les prestataires de services financiers. Ces acteurs, plutôt qu'Oxfam ou d'autres ONG, sont les véritables moteurs des processus de changement, et cela exige que le personnel et les programmes Oxfam « se retirent » du processus.

Différents mécanismes de déploiement existent au sein du secteur agricole. Parmi ceux-ci : la diffusion entre paysans des nouvelles technologies ou pratiques de production, le franchisage ou l'adoption de nouveaux modèles commerciaux par les entreprises, les changements institutionnels et réglementaires dans les municipalités, les régions ou les pays, et l'augmentation des investissements du secteur privé ou public dans des modèles innovants et efficaces de prestation de services aux populations rurales pauvres, comme les services bancaires mobiles et la diffusion motivée par la demande de nouveaux services et de technologies innovantes.

Le rôle d'Oxfam et des autres ONG dans ces processus est d'agir comme des pionniers et des facilitateurs, travaillant avec de multiples acteurs. De telles méthodes de travail encouragent l'émergence de nouveaux types d'organisations et de réseaux paysans, renforcent les liens entre petits paysans et entreprises privées, et permettent la formation de nouvelles alliances pour influencer les politiques et l'investissement en faveur des petits producteurs. Les ONG peuvent également jouer un rôle important dans ce contexte, en stimulant les échanges et l'apprentissage entre les différentes parties prenantes.

Voies pour mettre en œuvre le changement dans les petites exploitations

Par le biais de l'initiative GASUI, Oxfam a promu une approche des programmes agricoles basée sur le « développement du marché ». Selon cette approche, les principales «voies» permettant de mettre en œuvre un changement profond dans les petites exploitations (voir Figure 1 ci-dessous) sont les suivantes:

- Soutien des organisations de producteurs et du développement des entreprises ;
- Facilitation des liens avec les autres acteurs du marché ;
- Permettre un accès étendu aux principaux prestataires de services, tels que la finance, le transport et la formation ;
- Améliorations apportées à « l'environnement favorable » pour les petites exploitations, notamment les politiques commerciales, les politiques régissant les droits fonciers des femmes, ainsi que l'investissement dans les infrastructures.

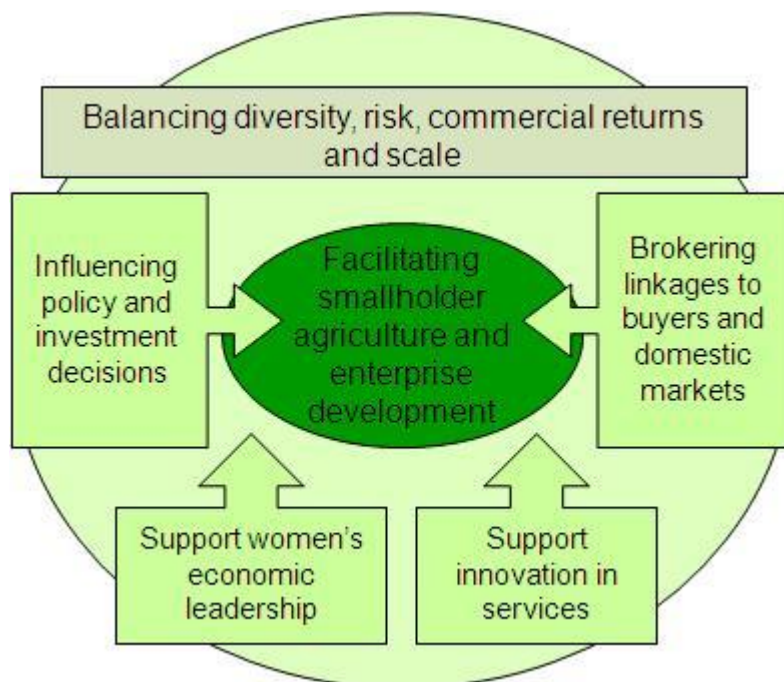


Figure 1. Voies pour l'expansion

Les études de cas de cette série de documents présentent des exemples d'application réussie d'un certain nombre de ces stratégies, actuellement « déployées à plus grande échelle » ou reproduites.

Le soutien des organisations paysannes renforce les autres stratégies ; il s'agit d'un domaine dans lequel Oxfam peut justifier de nombreuses réussites, comme en témoignent les exemples cités ici provenant d'Inde, de Colombie et du Mali. Comme décrit dans le document numéro deux, « L'union fait la force », des communautés de pêcheurs indiens du Madhya Pradesh ont créé des coopératives villageoises et ont formé une fédération qui leur a permis de se faire entendre. Grâce à cela, leur campagne est parvenue à convaincre le gouvernement de l'État de revoir ses politiques régissant les sociétés de pêche et d'introduire une nouvelle loi protégeant les droits des communautés vivant de la pêche traditionnelle. Le document numéro trois, « Montrer l'exemple », présente la manière dont des réseaux de petits paysans, des ONG et d'autres organisations ont œuvré ensemble en Colombie pour élaborer une stratégie fructueuse de plaidoyer basée sur des faits concrets pour influencer les autorités municipales afin que celles-ci permettent aux petits producteurs d'accéder aux marchés alimentaires urbains. Le Honduras a également vu plusieurs actions destinées à influencer les décisions en matière de politiques et d'investissement. Le document numéro un, « La voix d'un grand nombre », décrit comment une alliance de groupes de la société civile rurale, notamment des petits paysans, a travaillé aux côtés de représentants municipaux afin de développer des programmes conjoints pour consacrer des fonds à la mise en œuvre d'une stratégie régionale de réduction de la pauvreté répondant aux besoins de la population locale.

Les acteurs du développement s'intéressent de plus en plus à l'organisation des paysans. Avec l'augmentation des budgets consacrés à l'agriculture, des organisations paysannes prospères, bien que souvent jeunes et fragiles, sont convoitées d'une part par des donateurs en quête de partenaires pouvant assurer des livraisons au niveau local et d'autre part par des entreprises en quête de nouveaux fournisseurs. Bien que cela soit positif, cette tendance s'accompagne du risque de voir les organisations de producteurs endosser des responsabilités excessives lorsque leurs capacités techniques et leurs systèmes de gouvernance sont faibles. L'expérience d'Oxfam met en évidence le besoin d'être clair quant aux différents types d'organisation et de soutien requis pour le plaidoyer, le développement des entreprises et la prestation de services, et la nécessité de veiller à ce que le soutien aux organisations paysannes soit rentable, viable et reproductible. Elle souligne également le fait qu'un soutien spécifique et ciblé, comme les formations techniques et les campagnes d'alphabétisation, et une certaine souplesse des méthodes d'organisation (y compris les activités et organisations distinctes pour les femmes) sont souvent nécessaires pour garantir que les femmes peuvent participer et bénéficier des opportunités offertes par l'organisation paysanne autant que les hommes (retrouvez des exemples dans les documents numéro deux, quatre, cinq et huit).

Faciliter l'implication des petits paysans dans les marchés et les chaînes de valeurs a pu revêtir différentes formes selon le contexte et le type de marché. Le document numéro quatre, « Implication des petits paysans au sein des chaînes de valeurs », montre comment la mise en relation de paysans éthiopiens avec la société privée Ambrosia Ltd a permis à des apiculteurs d'accéder à des formations (et à des marchés internationaux) grâce à un investissement conjoint d'Oxfam et du secteur privé. Une relation avec la société agricole Plenty Foods a ouvert à des paysans du Sri Lanka des opportunités sur certains marchés et leur a permis d'accroître leurs revenus, tout en contribuant aux taux de croissance de la société, comme le décrit le document numéro six, « Développement de partenariats ». Le document numéro cinq, « Le pouvoir aux producteurs », décrit la manière dont des associations paysannes locales en Haïti se sont regroupées pour approvisionner un réseau de laiteries. Grâce à ce modèle d'entreprise géré par les producteurs, ces derniers ont pu accéder à une assistance matérielle et technique et profiter d'avantages, tout en augmentant leurs revenus.

Au Sri Lanka, où ont été facilités les rapports entre prestataires de services financiers et entreprises rurales, l'innovation en matière de services a permis aux entreprises de connaître une forte croissance et a donné naissance à des modèles reproductibles, comme décrit dans le document numéro sept, « Comblent le fossé ». Le document numéro huit, « Coopération efficace », explique comment le renforcement des capacités des coopératives de producteurs de coton au Mali a aidé ces dernières à fournir des services à leurs propres membres. Cela les a également aidées à bâtir sur le long terme des partenariats viables avec des organismes de prêt, et a suscité une plus grande participation des agricultrices dans la gestion des coopératives cotonnières.

Trouver l'équilibre entre expansion, diversité et risque

L'approche de développement du marché a eu tendance à se concentrer sur les petits producteurs capables, moyennant une aide, de s'organiser et de tirer profit des opportunités commerciales, plutôt que sur les paysans les plus vulnérables ou dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Des investissements sont consentis dans les activités rurales existantes afin d'accroître les revenus des paysans, plutôt que dans des activités permettant seulement de maintenir les moyens de subsistance.

Néanmoins, il est important que les interventions basées sur le marché puissent bénéficier à tous les groupes sociaux. La mise au point et l'utilisation par Oxfam d'outils tels que la « Gendered Market Selection » (sélection du marché sexospécifique) et la « Gendered Market Mapping » (cartographie du marché sexospécifique, voir Encadré 1) ont donné lieu à des interventions conçues spécifiquement pour promouvoir le leadership économique des femmes en milieu rural, comme décrit dans le document numéro quatre sur l'Éthiopie et dans le document numéro cinq sur Haïti.

Encadré 1. Sélection du marché sexospécifique ^{xii}

La sélection du marché sexospécifique désigne le processus utilisé pour identifier des produits et des opportunités de marché économiquement viables et bénéficiant aux femmes. La « cartographie du marché » est une représentation visuelle complète des différentes étapes et des différents acteurs d'une chaîne de valeurs particulière. Elle montre également les facteurs externes affectant la chaîne (infrastructure, environnement naturel ou réglementaire, par exemple) et les services requis (transport, finance, information, services logistiques, par exemple) pour permettre à la chaîne de fonctionner.

Une cartographie du marché devient sexospécifique lorsque :

Nous incluons des données ventilées par sexe, à savoir combien de femmes et d'hommes participent à certains niveaux et postes des chaînes de valeurs et combien de femmes et d'hommes bénéficient de chaque prestataire de services de marché; Nous prêtons une attention particulière à l'infrastructure et aux services essentiels pour les femmes du fait de leur rôle au sein du foyer et dans la société (eau, santé, énergie, transport sûr, services logistiques gérés par ou pour les femmes);

Nous identifions sur l'ensemble de la carte les politiques, pratiques, idées et croyances (des commerçants, des coopératives, des acheteurs, des législateurs, des prestataires de services, etc.) qui permettent ou empêchent le leadership économique des femmes.

Une cartographie du marché sexospécifique est utile pour concevoir des interventions, en ceci qu'elle nous aide à identifier comment les femmes peuvent monter dans la chaîne commerciale. Nous pouvons identifier les opportunités permettant aux femmes d'occuper une position supérieure dans le système de marché, à court terme et à long terme. La cartographie du marché est un outil qui nous encourage à nous adresser à tous les acheteurs, producteurs et prestataires de services d'un secteur donné, et à comprendre comment ils appréhendent le marché. La cartographie visuelle permet à tous les acteurs de se positionner par rapport aux autres intervenants du secteur et met en évidence les opportunités de collaboration ou les besoins de changement des acteurs. Elle sensibilise à la manière dont les inégalités hommes-femmes peuvent affecter la qualité ou le volume de production et la rapidité de la livraison des produits aux acheteurs. Les femmes, en particulier, peuvent ainsi se représenter de manière plus claire. Cela les encourage à pousser leurs réflexions au-delà de leurs activités existantes et à voir où peuvent exister de nouvelles opportunités ou des opportunités plus rentables.

Même pour les petits paysans ayant des biens, les sources de revenus sont très exposées aux risques météorologiques tels que la sécheresse. Certains programmes en faveur des petits producteurs ont développé des liens entre les activités basées sur le marché et les programmes de protection sociale pour prévenir l'épuisement des ressources ou pour réduire la vulnérabilité. Par exemple, en Inde, les étangs à poissons ont été touchés par plusieurs sécheresses successives. Dans le programme décrit dans le document numéro deux, la participation des pêcheurs aux programmes de travail dans le cadre du National Rural Employment Guarantee Act décidé par le gouvernement a permis un meilleur entretien des étangs. Dans le même temps, une mobilisation autour des politiques a permis aux pêcheurs d'être indemnisés en cas de pertes liées à une sécheresse et de pouvoir utiliser le lit des étangs asséchés pour se diversifier dans d'autres activités économiques.

Enseignements tirés des conséquences du déploiement des petites exploitations agricoles

Le modèle d'agriculture fondé sur de petites exploitations peut être le moyen le plus efficace pour contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. L'investissement dans ce secteur permet en outre de renforcer la résilience des petits paysans face aux catastrophes naturelles. Toutefois, des stratégies de déploiement différenciées et souples sont requises dans les programmes agricoles destinés aux petits paysans, selon le contexte politique, économique et social, et selon la nature des marchés spécifiques et les acteurs impliqués.

On peut notamment conclure que le potentiel et la viabilité des petites exploitations en tant que stratégie de subsistance et de développement durables ne sauraient être uniformes dans tous les pays et sur tous les types de marchés, ni pertinents pour tous les groupes sociaux. Dans les pays où l'agriculture à grande échelle domine, l'alternative pourrait être d'apporter une aide pour les journaliers, pour d'autres formes d'emploi rural ou la migration ou de travailler avec des exploitants et des sociétés agricoles de grande envergure afin d'améliorer leurs pratiques en matière d'emploi.

De même, les opportunités et les risques pour les petits paysans varient selon le type de marché. Pour développer leurs programmes, certains partenaires locaux d'Oxfam appliquent des critères systématiques pour sélectionner leurs marchés, tandis que d'autres procèdent de manière plus opportuniste. Actuellement, les programmes agricoles d'Oxfam interviennent dans des marchés agricoles très divers, notamment les marchés alimentaires locaux (horticulture au Honduras, pisciculture en Inde, produits laitiers en Haïti, par exemple), les marchés à forte valeur pour les produits semi-transformés en collaboration avec les sociétés de transformation, et les marchés de niche pour l'exportation (comme le café et le miel bio en Éthiopie et le coton et le beurre de karité bio au Mali).

Il est facile de pénétrer sur les marchés locaux, mais ces derniers offrent souvent un potentiel limité pour ce qui est d'améliorer les moyens de subsistance à grande échelle. Il faut donc également mettre en lien les paysans avec les marchés citadins ou régionaux florissants, et avec les marchés à plus haute valeur. L'accès à ce dernier type de marché peut nécessiter des améliorations sur le plan qualitatif ou autre, excluant de fait les paysans ayant le moins de ressources et de capacités, à moins que des formations soient dispensées ou un soutien assuré. La dépendance excessive vis-à-vis des marchés extérieurs est également risquée, surtout avec l'instabilité croissante de la demande et des prix des denrées. Les producteurs doivent notamment veiller à ne pas « s'enfermer » avec un acheteur unique. Idéalement, les programmes de développement commercial doivent offrir des opportunités sur différents marchés (locaux/nationaux et internationaux) afin d'optimiser l'expansion et les possibilités de tous, tout en minimisant les risques.

Le déploiement de l'agriculture à plus grande échelle peut offrir des perspectives d'autonomisation économique des femmes en milieu rural. Toutefois, la confiance en soi, l'éducation et la position sociale des paysans influencent leur capacité à s'adapter et à changer, ou à accéder, comprendre ou adopter de nouvelles idées. Le sexe et l'origine ethnique ou la caste peuvent également se révéler déterminants. Les femmes pauvres doivent surmonter des obstacles particuliers pour participer aux marchés. On peut notamment citer le manque de biens et de sécurité des biens, le manque de temps pour entreprendre un travail productif à cause de la répartition inégale des tâches ménagères, les déséquilibres persistantes en matière d'accès aux ressources et de prise de décisions dans le foyer, ainsi que la discrimination légale et autres difficultés.

Ces obstacles peuvent être maîtrisés grâce à des investissements publics adéquats, par exemple, via une redistribution des biens ou le développement d'infrastructures pour permettre des résultats plus durables et plus équitables pour les petits paysans. Ils peuvent aussi être surmontés par des stratégies proactives de promotion du leadership économique des femmes sur les marchés agricoles.

En Éthiopie (document numéro quatre), l'apiculture est une des sources de revenus les plus viables pour les populations sans terre et pour les femmes, qui n'en possèdent généralement pas. De plus en plus d'apicultrices apprennent à gérer des ruches améliorées et des outils et équipements d'apiculture. En Haïti (document numéro cinq), des associations de femmes ont formé leurs membres à l'égalité hommes-femmes, ce qui les a aidées aussi bien en tant que productrices qu'au sein de leur propre foyer. De nombreuses femmes savent désormais que les hommes ne doivent pas nécessairement être les seuls décideurs, et qu'elles ont également un rôle important à jouer dans ce processus. Dans tous les cas, il faut des stratégies proactives pour garantir la participation des femmes aux programmes basés sur les marchés, en cas d'obstacles sociaux et culturels à cette participation.

Les expériences décrites dans les documents ont permis à Oxfam de constater que les mouvements en faveur d'un changement politique étaient plus susceptibles d'aboutir lorsque l'organisation et l'appropriation de la communauté étaient fortes, comme illustré par le travail entrepris par les communautés de pêcheurs en Inde (document numéro deux). L'implication des femmes dans les organisations de producteurs, ainsi que dans les activités de sensibilisation et les campagnes, renforce davantage leur confiance en elles en tant qu'acteurs du marché. Le programme au Honduras (document numéro un) a mis en place plus de 90 fonds communautaires d'épargne et de prêt avec plus de 2 000 bénéficiaires, dont 48 % de femmes. Des groupes de femmes ont également été associés à la campagne ayant conduit au changement de la politique et des investissements au niveau national. En Colombie (document numéro trois), l'un des principaux objectifs du programme était de soutenir les petits producteurs en milieu rural, en particulier les femmes, en renforçant leur rôle dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire rurale-urbaine. Les femmes ont joué un rôle actif dans les activités de sensibilisation et dans la mise en place d'un soutien public pour un plan d'approvisionnement alimentaire à Bogotá. La plupart des femmes qui se sont impliquées dans les activités de sensibilisation se sont par la suite révélées plus confiantes pour promouvoir et commercialiser leurs produits.

Afin de faire intervenir le secteur privé, tout en garantissant les avantages des paysans, les entreprises ont besoin d'un dossier commercial solide pour faire affaire avec les petits paysans. Ce fut notamment le cas avec Plenty Foods (décrit dans le document numéro six) : un accord gagnant-gagnant pour l'entreprise comme pour les groupes de producteurs a ainsi permis aux petits paysans, surtout des femmes, d'accroître leurs opportunités commerciales et leurs revenus, tandis que l'entreprise a garanti sa base d'approvisionnement et a réalisé une croissance annuelle de 30% en passant d'un modèle de paysans isolés à un modèle de groupes de petits paysans organisés.

Perspectives d'avenir

Le contexte dans lequel nous travaillons en 2011 est très différent de celui des débuts de l'initiative GASUI, en 2005. Le travail d'Oxfam doit s'adapter à ce contexte changeant. La demande alimentaire augmente avec l'accroissement de la population et de l'urbanisation, et les conflits s'intensifient autour de ressources limitées. Les pénuries alimentaires et le manque d'eau sont plus aigus, et le climat devient de plus en plus instable. Le changement climatique nuit à la viabilité à long terme des activités de subsistance agricoles dans certaines régions. De même, avec la mondialisation croissante des marchés alimentaires et agricoles, les entreprises internationales ont de plus en plus de pouvoir sur ces marchés. Le marché des denrées de base est de plus en plus instable, ce qui risque d'accentuer encore la marginalisation et la vulnérabilité des petits agriculteurs.

Néanmoins, le regain d'intérêt pour l'agriculture de la part des États, des donateurs et des sociétés privées, ainsi que la reconnaissance de l'importance des

petites exploitations pour une croissance économique favorable aux pauvres, offrent une opportunité exceptionnelle. Le prochain défi d'Oxfam est de l'exploiter au mieux, en continuant à démontrer comment mettre en œuvre des changements plus importants pour les petits paysans et ce, de la manière la plus efficace possible. Nous continuerons à essayer de mieux comprendre la place d'un modèle d'agriculture fondé sur de petites exploitations dans les moyens de subsistance, et réviserons nos stratégies pour accroître nos résultats dans différents contextes. Ce faisant, nous devons impérativement identifier et indiquer clairement comment nous envisageons le changement dans nos programmes, quel est notre rôle pour stimuler ce changement, et comment nous définissons le déploiement en termes de profondeur, et non seulement au niveau de son ampleur.

En s'appuyant sur le travail réalisé jusqu'à présent, Oxfam continue d'innover en collaboration avec les sociétés du secteur privé, à la fois au niveau international et local, mais également avec les entreprises gérées par des producteurs, afin de développer et de déployer à plus grande échelle de nouveaux modèles commerciaux capables d'intégrer les petits producteurs dans des chaînes d'approvisionnement, de manière durable et équitable.^{xiii} Le leadership économique des femmes dans les marchés agricoles est essentiel pour garantir des résultats équitables dans le cadre du développement des petits exploitants, et pour assurer la sécurité alimentaire au niveau des foyers et des communautés.^{xiv}

Les acteurs du développement, les sociétés privées et les prestataires de services ont besoin de « modèles » efficaces, à la fois équitables et viables économiquement, pour s'impliquer directement avec des femmes producteurs (que se soit au sein d'organisations mixtes ou d'organisations de femmes). Les acteurs de terrain veulent également savoir quand promouvoir l'organisation des femmes séparément et quand travailler au sein de groupes mixtes, et quelles stratégies et formes d'organisation sont les plus efficaces sur différents types de marchés et pour permettre d'accéder à différents services. Un défi à plus long terme subsiste : veiller à ce que les femmes puissent maintenir et faire évoluer leur position sur les marchés, lorsque les opportunités commerciales évoluent dans les marchés clés, et qu'elles puissent peser davantage dans les négociations au sein des foyers et des communautés.

Nous souhaitons également permettre aux petits producteurs de travailler efficacement dans un contexte futur, susceptible d'être très différent du contexte actuel. Cela signifie qu'il faut les aider à gérer les ressources et les risques différemment et à s'adapter aux nouveaux « chocs », en gardant à l'esprit que le changement climatique et la mondialisation modifient le profil des risques à venir. Oxfam a besoin de mieux appréhender les systèmes traditionnels de gestion des risques et de les renforcer, tout en développant des mécanismes innovants pour partager le risque entre les acteurs de l'ensemble de la chaîne de valeurs. Nous devons également nous assurer que les petits producteurs, en particulier les femmes, aient accès aux informations sur les conséquences probables des changements climatiques et qu'ils bénéficient d'un soutien pour adapter leurs pratiques et techniques de production, par exemple en utilisant de

nouvelles variétés de semences. De même, Oxfam doit travailler avec les petits paysans pour évaluer les sources de revenus actuelles basées sur le marché et les nouvelles perspectives commerciales au regard des effets du changement climatique annoncé, et pour identifier différentes stratégies de subsistance susceptibles de réduire la vulnérabilité à ces effets.

Enfin, parallèlement à cela, Oxfam développera des activités de plaidoyer et de sensibilisation pour s'assurer que la concurrence croissante autour des ressources rares dans les prochaines années ne se fasse pas aux dépens des petits producteurs et que les États et les entreprises, de même que les ONG, investissent de manière positive, productive et durable dans les petites exploitations.

Notes

ⁱ FAO (2009), « The State of Food and Agriculture 2009 », Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome.

ⁱⁱ Banque mondiale (2007), « Rapport sur le développement dans le monde 2008 », Washington, p. 29.

ⁱⁱⁱ FIDA (2010), « Rural Poverty Report », Fonds international de développement agricole, Rome, p. 3.

^{iv} Banque mondiale, op. cit., Chapitre 1.

^v Oxfam International (2009), « Investir sur les agriculteurs pauvres : une stratégie porteuse », op. cit., pp. 8-9 ; Oxfam International (2009), « Harnessing Agriculture for Development », Rapport de recherche d'Oxfam, septembre 2009, pp. 13-16.

^{vi} La FAO (1995a) révèle que les femmes dans les pays d'Afrique sub-saharienne contribuent à hauteur de 60 à 80 % des denrées alimentaires, tant pour la consommation du foyer que pour la vente. <http://www.fao.org/docrep/w9990e/w9990e10.htm>.

^{vii} Dans de nombreux pays, les femmes détiennent moins de 10 % des terres, et seuls 5 à 15 % des formations agricoles sont destinées aux femmes. Recherche d'Oxfam.

^{viii} Dans le cadre d'une étude menée au Burkina Faso, Udry et al. (1995) montrent une augmentation probable de 10 à 20 % des rendements si les moyens de production (travail et engrais, par exemple) des lopins des hommes étaient transférés vers ceux des femmes du même foyer. Christopher Udry, John Hoddinot, Harold Alderman et Lawrence Haddad, « Gender Differentials in Farm Productivity: Implications for Household Efficiency and Agricultural Policy », *Food Policy*, Vol. 20, N° 5 (1995).

^{ix} L'atelier « Small Farmers, Big Change » (Petits paysans, grands changements) organisé à Oxford du 12 au 14 mai 2009 a réuni 45 participants de 18 pays et trois partenaires d'Oxfam (Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Amérique et Oxfam Inde) pour un événement riche en enseignements. Cinq intervenants externes ont également apporté leur contribution tirée de leurs expériences avec le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID, Department for International Development) et différents instituts de recherche et ONG.

^x Globalement, les dépenses des États pour l'agriculture représentaient 11 % des dépenses publiques totales en 1980, pour atteindre péniblement 7 % en 2002. Dans la Déclaration de Maputo, de nombreux pays africains se sont engagés à porter à 10 % la part des dépenses pour l'agriculture, comme prévu par le CAADP (Programme Global de Développement de l'Agriculture Africaine) adopté en 2003. Toutefois, en 2005, seuls six États sur 24 avaient tenu cet engagement. L'aide aux pays en développement (APD) consacrée à l'agriculture a reculé de 75 % à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Le total des investissements des donateurs dans l'agriculture est depuis lors resté faible, à raison d'environ 4 milliards de dollars par an. En 2007, les engagements des États-Unis et de l'UE en matière d'APD consacrée à l'agriculture ont légèrement augmenté pour atteindre respectivement 1,2 et 1,4 milliard de dollars, parallèlement aux sommes faramineuses de 41 et 130 milliards de dollars prodiguées à leurs propres secteurs agricoles respectifs en 2006. « Harnessing Agriculture for Development », Arabella Fraser, Rapport de recherche d'Oxfam International (2009b).

^{xi} Reportez-vous par exemple à FIDA (2010), « Rural Poverty Report 2011 », Rome.

^{xii} Retrouvez plus de détails sur cet outil et sur d'autres outils de promotion du leadership économique des femmes dans les marchés agricoles sur le site Web de la communauté Oxfam, à l'adresse suivante : www.growsellthrive.org. Il s'agit d'une plate-forme de réseau social mise à la disposition des communautés de pratiques pour soutenir l'interaction, la collaboration et l'apprentissage en ligne ou en face-à-face.

^{xiii} Reportez-vous à Oxfam International (2010), « Think Big. Go Small: Adapting business models to incorporate smallholders into supply chains », Briefings for Business N° 6, Oxfam.

^{xiv} L'objectif du leadership économique des femmes sur les marchés agricoles dépasse celui d'augmenter le nombre de femmes producteurs ou de femmes membres de comité ou d'améliorer ce que font déjà les femmes, même s'il s'agit de résultats positifs. La nouveauté de cette approche réside dans la compréhension explicite de la manière dont les services et les institutions du marché agricole peuvent renforcer les inégalités hommes-femmes en termes de rôles, ainsi que les croyances profondément ancrées liées à la place de chacun. De même, les changements des systèmes de marché peuvent être le déclencheur de changements à plus long terme dans les relations hommes-femmes, entraînant des bouleversements plus importants au niveau des communautés et des foyers. Plutôt que de se concentrer sur les obstacles, le point de départ d'Oxfam est un processus explicite visant à identifier les possibilités commerciales afin que les femmes producteurs endossent de nouveaux rôles et prennent davantage de pouvoir au sein des chaînes de valeurs des marchés agricoles. Reportez-vous à www.growsellthrive.org

© Oxfam Grande-Bretagne, avril 2011

Ce document d'information a été rédigé par Sally Baden et Claire Harvey. Oxfam remercie David Wilson et Abigail Humphries Robertson pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour plus d'information, envoyez un e-mail à publish@oxfam.org.uk, ou rendez-vous sur <http://publications@oxfam.org.uk>

ISBN 978-1-84814-836-9 Ce document fait partie de la série **Petits Agriculteurs, Grand Changement : Accroître l'ampleur du développement des petites exploitations agricoles.**

Oxfam Grande-Bretagne

Oxfam Grande-Bretagne est une organisation spécialisée dans le développement, l'aide et les campagnes de sensibilisation œuvrant aux côtés d'autres structures pour apporter des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam Grande-Bretagne est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY
Tél. : +44(0)1865 473727
E-mail : enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk